

Génocide au Rwanda : un « couac » à l'Élysée a semé le doute sur la position française

AFP, 9 avril 2024

Un imbroglio autour de la position du président français Emmanuel Macron sur le génocide au Rwanda en 1994 résulte de la diffusion par erreur d'un extrait d'un projet de discours finalement jamais repris, indiquent mardi à l'AFP deux sources proches du dossier, confirmant des informations de presse.

En annonçant jeudi dernier la diffusion d'une vidéo du chef de l'Etat à l'occasion des commémorations du 30^e anniversaire des massacres, le palais présidentiel de l'Élysée avait précisé qu'il y « rappellerait » que « *la France, qui aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, n'en a pas eu la volonté* ».

Des propos aussitôt interprétés comme un pas supplémentaire du président Macron dans la reconnaissance des responsabilités de la France lors du génocide, qui a fait au moins 800.000 morts, essentiellement

membres de la minorité tutsi.

Mais dimanche il s'en est tenu aux seuls termes de son discours du 27 mai 2021 à Kigali, qui avait reconnu les « *responsabilités* » de la France dans le génocide.

« *Je n'ai aucun mot à ajouter, aucun mot à retrancher de ce que je vous ai dit ce jour-là* », a-t-il martelé, sans prononcer les propos qui lui avaient été prêtés par anticipation, semant ainsi le trouble.

La phrase a bien existé dans une version initiale du discours, avant arbitrage du président de la République, relève une source proche du dossier jointe par l'AFP.

Selon cette source, la communication prématurée à la presse de ces propos relève donc d'un « *couac élyséen* ». Une information qui a aussi filtré dans le quotidien *Le Monde*, les sites *Politico* et *Mediapart*.

Selon une autre source, qui confirme ce déroulé, le président Ma-

cron n'a pas vu cette première version.

Il est peu probable en revanche qu'Emmanuel Macron n'ait pas pris *a posteriori* connaissance de la fameuse citation, abondamment reprise dans la presse trois jours durant.

Il ne l'a néanmoins pas endossée, au risque de donner l'impression d'un revirement.

Ce nouveau pas en avant n'aurait

en tout cas pas été le bienvenu auprès de certains acteurs de l'époque, de l'entourage du président François Mitterrand aux militaires présents alors sur place.

L'Institut François Mitterrand a dénoncé lundi une « *communication hasardeuse* » de l'Élysée et demandé au chef de l'État ce que la France aurait « *pu faire de plus ou de mieux* ».